

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Tunisie & Libye

Une publication du Service Economique Régional de Tunis  
Semaine du 17 mars 2025

## LE CHIFFRE A RETENIR

**7,4%**

La baisse de la valeur des  
investissements agricoles approuvés  
en 2024

## Tunisie

### Une réforme du code du travail prévoit de faire du CDI le contrat par défaut et d'interdire la sous-traitance de main-d'œuvre

Le 13 mars 2025, un conseil ministériel a approuvé un [projet de loi](#) relatif à « l'organisation des contrats de travail et à l'interdiction de la sous-traitance de la main d'œuvre ». Le projet de loi a été transmis au Parlement (ARP) pour adoption. La réforme introduit plusieurs mesures majeures, parmi lesquelles : (i) l'instauration du CDI comme contrat de travail de droit commun, le CDD devenant une exception, autorisée uniquement dans des cas particuliers (remplacement temporaire, activité saisonnière, hausse exceptionnelle d'activité) ; (ii) l'interdiction de la sous-traitance de main-d'œuvre, seuls des contrats de prestations de services pouvant être conclus entre une entreprise prestataire et une entreprise bénéficiaire, pour les seules fonctions ne relevant pas de l'activité principale et permanente de l'entreprise bénéficiaire, s'il s'agit de prestations nécessitant des connaissances professionnelles ou une

expertise technique particulière et si les travailleurs employés pour ces prestations ne sont pas sous la direction et le contrôle de l'entreprise bénéficiaire. Cette réforme vise à lutter contre les abus et à renforcer la protection des travailleurs.

### L'IACE alerte sur les impacts économiques de la politique étrangère américaine en Tunisie

Dans une [note](#) publiée le 14 février 2025, l'Institut arabe des chefs d'entreprises (IACE) analyse les conséquences de la réélection de Donald Trump sur l'économie tunisienne. Le think tank identifie plusieurs canaux de transmission : appréciation du dollar (+3% depuis l'élection), hausse des droits de douane et réduction de l'aide publique au développement (-28% sous la première administration Trump). L'IACE estime que ces évolutions pourraient entraîner une inflation importée (+18% pour l'énergie et +12% pour les produits alimentaires en 2024), une baisse des IDE (-15% en 2025) et une perte de compétitivité dans des secteurs clés comme le textile et l'agroalimentaire. À l'inverse, la baisse des cours du pétrole (stabilisés autour de 70 USD/baril) pourrait alléger la facture énergétique nationale, tout en fragilisant les transferts et investissements en provenance des pays du Golfe. Dans ses recommandations, l'IACE appelle à une diversification des partenariats commerciaux (UE, Chine, blocs africains), un soutien accru à la production locale et des politiques

monétaire et budgétaire améliorée pour limiter les chocs extérieurs.

## La valeur des investissements agricoles approuvés en baisse de 7,4% en 2024, tandis que leur nombre reste stable

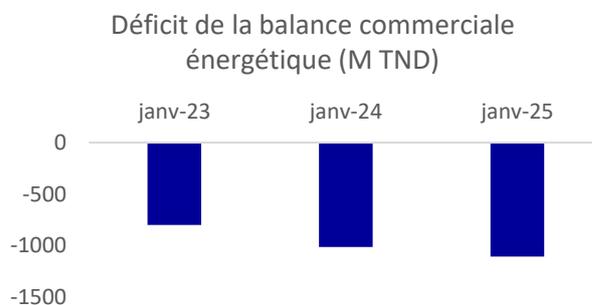
Selon les [données](#) de l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles (APIA), 6 761 projets d'investissement ont été déclarés en 2024 (+9,6% sur un an) pour un montant de 1,2 Md TND (environ 350 M EUR ; -12,6% sur un an). Les comités d'octroi des avantages ont approuvé 3 001 de ces opérations d'investissement, soit un niveau globalement stable par rapport à 2023 (-0,7%) pour une valeur de 444,6 M TND (132 M EUR), soit un repli de 7,4% sur un an. Ces projets, principalement répartis entre créations (57% en nombre et en valeur) et extensions (39% en nombre et 29% en valeur), se concentrent dans : (i) l'agriculture, principal secteur bénéficiaire (58% du montant total) ; (ii) les services liés à l'agriculture et à la pêche maritime (21%) ; (iii) la pêche maritime (11%) ; (iv) l'aquaculture (6%). Ces opérations ont bénéficié de subventions d'un montant total de 129,4 M TND (38 M EUR, soit près de 29,1% de la valeur des investissements validés), largement concentrées sur les primes pour l'acquisition de matériel agricole (42% des subventions accordées). Ces investissements devraient générer 3 000 emplois permanents, notamment dans les gouvernorats de Kairouan (533 emplois) et de Kasserine (315 emplois).

	2021	2022	2023	2024	Δ 1 an	Δ 2 ans	Δ 3 ans
Nombre de projets déclarés	6664	6534	6171	6761	9,6%	3,5%	1,5%
Valeur (MDT) des projets déclarés	1308,6	1319,6	1341,4	1172,9	-12,6%	-11,1%	-10,4%
Nombre d'opérations approuvées	3499	3394	3021	3001	-0,7%	-11,6%	-14,2%
Valeur (MDT) des opérations approuvées	576,9	640,7	480,1	444,6	-7,4%	-30,6%	-22,9%
Emplois à créer	4288	3552	3076	3000	-2,5%	-15,5%	-30,0%
Subventions à accorder (MDT)	162,5	168,2	139,5	129,4	-7,2%	-23,1%	-20,4%

Source : Agence de Promotion de l'Investissement Agricole (APIA)

## Le déficit énergétique se creuse de 12% sur un an à fin janvier 2025

Selon le [rapport](#) mensuel (janvier 2025) publié le 14 mars 2025 par l'Observatoire national de l'énergie et des mines, la Tunisie a enregistré en janvier 2025 un déficit de son bilan d'énergie primaire (redevance sur le transit du gaz algérien incluse) de 0,49 Mtep, en hausse de 12 % par rapport à janvier 2024. La production nationale d'énergie primaire s'est contractée de 10 %, à 0,3 Mtep, avec une baisse de la production de pétrole brut de 12 % et de gaz naturel de 9 %. Ces baisses s'expliquent notamment par le recul de la production sur plusieurs champs majeurs et la diminution de la redevance algérienne (-11 %). Le taux d'indépendance énergétique est tombé à 37 % (contre 42 % en janvier 2024), voire à 30 % hors redevance sur le transit du gaz algérien. Les importations énergétiques ont légèrement augmenté (+1 % en valeur), tandis que les exportations ont chuté de 28 %. Le déficit de la balance commerciale énergétique a ainsi atteint 1,1 Mds TND en janvier 2025 (+9 % en glissement annuel).



Source : Observatoire national de l'énergie et des mines

Du côté de la demande, la consommation de gaz naturel progresse de 6 % par rapport à janvier 2024, portée par les usages hors production électrique (+8 %) et les besoins du secteur électrique (+4 %). La consommation de produits pétroliers reste stable (+1 %), avec une hausse marquée du jet d'aviation (+22 %) et du GPL (+11 %), tandis que le gazoil ordinaire recule (-8 %). La production d'électricité, reposant à 95 % sur le gaz naturel, a augmenté de 4 %, et les ventes totales d'électricité de 9 %.

**Tableau 1 – Principaux indicateurs structurels de la Tunisie.**

	2023	2024 (p)	2025 (p)
PIB nominal, en Mds USD	48,5	52,6	54,7
Croissance du PIB réel, en %	0,0	1,6	1,6
Taux d'investissement, en % du PIB	12,3	11,2	10,8
Taux d'épargne, en % du PIB	9,6	7,6	7,4
Taux d'inflation annuel moyen, en %	9,3	7,1	6,7
Solde budgétaire, en % du PIB	-6,9	-5,9	-5,1
Recettes publiques, en % du PIB	28,7	28,5	28,1
Dépenses publiques, en % du PIB	35,5	34,5	33,3
Dettes publiques, en % du PIB	82,4	83,7	84,3
Solde courant, en % du PIB	-2,7	-3,5	-3,4
Réserves de change, en Mds USD	9,1	8,7	7,7
Notation souveraine Fitch/Moody's	CCC-/CAA2 négatif	CCC+/CAA2 stable	CCC+/CAA1 stable

Sources: World Economic Outlook Database (octobre 2024), FMI

**Tableau 2 – Principaux indicateurs conjoncturels de la Tunisie.**

Indicateurs macroéconomiques	Période	Valeur	Var. par rapport à la période précédente
Croissance trimestrielle du PIB, en g.a. en %	T4 2024	+2,4%	+0,7 p.p.
Taux de chômage, en % de la pop. active	T3 2024	16,0%	0,0 p.p.
Taux d'inflation mensuel, en %	Fév-2025	5,7%	-0,3 p.p.
Recettes touristiques cumulées, en Mds TND	Au 10/03/2025	1072 M TND	+5,1% en g.a.
Revenus du travail cumulés, en Mds TND	Au 10/03/2025	1497 M TND	+6,9% en g.a.
Indicateurs monétaires et financiers	Période	Valeur	Var. en g.a.
Taux d'intérêt directeur, en %	Au 19/03/2025	8,0%	0,0 p.p.
Réserves de change, en jours d'importations	Au 19/03/2025	98 jours	-8 jours
USD/TND	Au 18/03/2025	3,08	-0,9%
EUR/TND	Au 18/03/2025	3,36	-0,48%

Sources: INS, BCT

# Libye

## La BCL met en garde contre les déséquilibres menaçant les réserves de change

Dans un [communiqué](#) publié le 18 mars 2025, la Banque centrale de Libye (BCL) a alerté sur les pressions sur les réserves de change alimentées par des déséquilibres croissants. Elle pointe la faiblesse des recettes pétrolières — principale source de devises — ainsi que les retards dans leur collecte, comme principales causes de cette tension. Entre le 1er et le 17 mars, les revenus issus des exportations d'hydrocarbures se sont limités à 778 M USD, alors que les ventes de devises ont atteint 2,3 Mds USD sur la même période. La BCL indique avoir poursuivi la fourniture de devises afin de soutenir la stabilité du taux de change, mobilisant 1,2 Md USD en crédits documentaires pour les opérateurs économiques et 1,1 Md USD pour les usages individuels.

**Tableau 3 – Principaux indicateurs structurels de la Libye.**

	2023	2024 (p)	2025 (p)
PIB nominal, en Mds USD	44	44,8	48
Croissance du PIB réel, en %	10,2	2,4	13,7
Production de pétrole brut, en M de barils par jour	1,2	1,2	1,4
Taux d'inflation annuel moyen, en %	2,4	2,0	2,3
Solde budgétaire, en % du PIB	8,2	-4,8	-2,1
Solde courant, en % du PIB	14,6	11,1	12,5
Exportation de pétrole brut, en M de barils par jour	1,0	1,0	1,1
Réserves de change, en Mds USD	78,4	76,3	75,2

Sources : World Economic Outlook Database, Regional Economic Outlook Statistical Appendix (octobre 2024), FMI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : [S'inscrire](#)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.